

vue. Je ne désire pas discuter la balance du commerce, lors même qu'elle était défavorable le mois dernier, ni la réserve d'or qui était de quelque 13 millions de dollars moindre qu'à la fin de janvier 1929, ni le fait que les étrangers, à tort ou à raison, croient que notre pays n'a plus l'étalon d'or alors qu'il l'a depuis le 1er juillet 1926. Laissons tous ces problèmes de côté, et examinons le discours du trône au point de vue des déclarations qu'il contient. Examinons le discours. Il dit que l'année a été une période notable, sauf pour l'agriculture. Celle-ci a été et sera durant de nombreuses années encore la plus grande source de richesse du Dominion. Et pourquoi? Parce que le produit de l'effort des cultivateurs est plus facilement transformable que celui de tout autre industrie, ou peu s'en faut. Qu'a fait le Gouvernement pour l'agriculture depuis un an? Qu'a-t-il entrepris à son avantage dans l'Ouest depuis quelques mois, depuis ces dernières semaines même? Examinons cette question afin d'y répondre. La récolte n'a pas été aussi fructueuse que celles des années précédentes, et, en dépit de ce qu'affirme le discours du trône, nous avons quelque cent quatorze mille vaches laitières de moins qu'il y a une couple d'années, bien que le discours dise que la qualité de nos bestiaux et de nos céréales est meilleure que jamais. Probablement, si nous obtenons une demi-douzaine de prix, ce sera une source de réjouissances!

Qu'a accompli ce ministère dans l'intérêt de l'agriculture? On a fait, depuis quelques mois, une propagande contre le Canada, en représentant, sous de fausses couleurs, sa situation sur les marchés de l'univers au sujet de la grande industrie du blé de ce pays. Il y a quelques semaines, j'ai lu dans un journal des assertions non contredites indiquant qu'en Angleterre certains fournisseurs importants annonçaient sur leurs livraisons et leurs camions qu'ils n'acceptaient pas de blé canadien. J'ai senti que c'était faux; que nulle propagande de cette nature n'existait en Grande-Bretagne contre notre blé. Cependant, il s'est passé une semaine avant que le Gouvernement prit des mesures pour examiner ce rapport. Dans l'intervalle, l'Alberta, par l'intermédiaire de Herbert Greenfield, représentant de cette province en Angleterre, a essayé de remédier au tort causé. C'est vers cette époque que le Gouvernement fédéral est intervenu. Il incombait au Gouvernement fédéral, l'autorité centrale dans le cœur de l'empire, où il se trouve en bien meilleure posture que les provinces, d'agir aussitôt après cette déclaration et de prendre immédiatement les moyens de remédier à ce tort. C'est ce que penserait tout homme raisonnable. Mais, je le répète, les journaux nous laissent croire que le ministère a attendu plu-

sieurs jours. Le *Canada House* n'a fait sa première déclaration que plusieurs jours plus tard, alors que, dans l'intervalle, les provinces tentaient de résoudre la difficulté à laquelle elles étaient en butte. Pourquoi le Gouvernement ne s'est-il pas prononcé au nom du peuple en affirmant quelle était la situation exacte? Je me demande combien de membres de la Chambre savent que, de l'entière production du blé de l'an dernier, moins de 55 p. 100 était du blé de coopérative dépendant des coopératives de blé du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta, et les autres 45 p. 100 du blé de non-coopérative? Je me demande combien de députés comprennent que la bourse du grain de Winnipeg enregistrait de jour en jour les fluctuations du prix du blé. Il y avait un marché libre touchant au moins 45 p. 100, sinon 48 p. 100, de la production globale du blé des provinces de l'Ouest, pour l'an dernier. Le ministre du Revenu national (M. Euler), qui fait montre de tant de sollicitude et d'anxiété au sujet de fraudes dans la vente des actions minières et pétrolières, nous dirait-il s'il existe quelque différence entre la vente à découvert de millions de boisseaux de blé et celles d'actions minières et pétrolières? Qu'il prononce un discours à ce sujet au lieu de fermer les yeux sur la véritable situation de la grande industrie du grain de l'Ouest. Où était le ministre des Chemins de fer et des Canaux (M. Crerar), l'ex-président des *United Grain Growers*? Où était le ministre des Finances (M. Dunning), anciennement intéressé dans le commerce du grain? Où étaient-ils lorsque les cultivateurs de l'Ouest se trouvaient en présence de cette situation? Il fallait que quelqu'un fit comprendre, au nom du pays, que moins de 55 p. 100 de toute la production du blé de l'ouest du Canada était entre les mains des coopératives de blé et que le blé de non-coopérative constituait 45 p. 100 ou plus du rendement total. Nous avons vu à la bourse des grains, à Winnipeg, du blé vendu à \$1.45, \$1.53, \$1.60, et à des prix plus élevés le boisseau, alors que, au même moment, le radio transmettait aux cultivateurs des messages de gens qu'ils croyaient sérieux leur conseillant de garder leur blé. Puis les prix du blé sont descendus à moins de \$1.20 le boisseau. Voici quelle a été l'une des premières causes: les coopératives n'ont pas vendu le blé à la bourse du grain, cette année. Mais, il ne s'est pas passé un seul jour depuis cinq mois sans que l'on pût acheter du blé des coopératives au prix du marché de la bourse du grain de Winnipeg, ou à un prix moindre. C'est cela qu'il faut dire au pays comme on le dit ailleurs. D'après moi, le Gouvernement central, vu les conséquences qui pouvaient s'ensuivre, a failli à son devoir en ne signalant pas à l'univers ce qui en était. Le